



En publiant leur Lettre d'Amérique, quelques dizaines d'universitaires américains se sont fait intellectuels, au sens où nous entendons ce terme depuis l'Affaire Dreyfus alors que Zola publiait son J'Accuse. Ils ont pris part au débat public en se présentant comme les défenseurs d'une Cause, celle-ci n'étant rien d'autre que la guerre juste. Cette prise de position reflète-t-elle une trahison des clercs (J. Benda), fait-elle de ces signataires les chiens de garde (P. Nizan) d'un ordre établi ?

En interrogeant à la fois la forme et le fond de cette Lettre, ses conditions de production et son sens implicite, Dimitri della Faille et Simon Perrault nous fournissent quelques éléments afin de savoir si cette entreprise de justification de l'injustifiable peut être légitimement justifiée ?

UNE ODEUR DE SAINTETÉ

Dimitri DELLA FAILLE

Candidat au doctorat en sociologie, UQAM
Chercheur, Chaire MCD

La récente « lettre d'Amérique » publiée dans *Le Monde* et reproduite en partie dans le *Devoir* de ce vendredi 15 février 2002 n'a pas cessé d'interpeller l'opinion publique. En effet, *Le Devoir* a depuis publié trois réponses, celles de Thierry Hentsch, celle de Louis O'Neill et celle de Jean-Claude Leclerc, respectivement professeur au département de science politique et de droit à l'UQAM, professeur à la faculté de théologie et de sciences religieuses de l'Université Laval et enseignant en journalisme à l'Université de Montréal. Nous pensons cependant qu'il est nécessaire afin de mieux comprendre l'intérêt de cette « lettre d'Amérique » de la replacer dans le contexte dans lequel elle a été émise. La lettre ne parle pas uniquement par son contenu, l'identification de son émetteur nous paraît aussi essentielle.

Alors que *Le Devoir* n'en a sélectionné que quelques sections, *Le Monde* a publié celle-ci dans son intégralité en langue française, traduite de l'anglais américain par Jean-François Kleiner responsable par ailleurs de la traduction de plusieurs autres articles dans le quotidien. Bien que *Le Monde* et *Le Devoir* indiquent la source de cette lettre, The Institute for American Values (IAV), un think tank fondé en 1987, elle ne semble pas attirer l'attention des commentateurs. Si l'on se réfère au site internet de cet institut, (www.americanvalues.org), la lettre fait partie d'une section dirigée par David Blankenhorn, « Propositions ». Bien qu'une soixantaine d'intellectuels, en majorité des proches de l'IAV en soit signataire, c'est Blankenhorn qui l'a rédigée. Francis Fukuyama est par exemple membre du conseil sur la société civile. Blankenhorn est un personnage bien connu de la droite catholique américaine, il est membre fondateur de la National Fatherhood Initiative et co-auteur de livres aux titres évocateurs comme par exemple, « *Rebuilding the Nest: A New Commitment to the American Family* » (1990) et « *Promises to Keep: Decline and Renewal of Marriage in America* » (1996). Blankenhorn est responsable de nombreuses initiatives privées de défense de ce que les mouvements auxquels il participe conviennent d'appeler les « valeurs américaines ». Un élément que l'on retrouve sur la version originale, mais qui a disparu dans sa version francophone et par conséquent, celle du *Devoir*, c'est la mention de remerciement à Daniel Cere pour son aide à la recherche et à l'écriture de la « lettre d'Amérique ». Dan Cere, qui est par ailleurs la seule personne à y être remerciée, enseigne à l'université McGill et, il y est



aussi directeur du centre Newman. La mission du centre Newman (du nom du cardinal britannique John Henry Newman) est de préparer et de former les jeunes hommes et femmes aux défis de l'exercice du leadership à l'image du Christ et à la lumière de son enseignement. Il importe peu que les signataires de la « lettre d'Amérique » soient protestants, juifs ou catholiques, c'est leur conception de la foi et de l'action du croyant sur le monde qui motive leur engagement. En répondant aux prises de position publiques des évêques d'Amérique et de l'interprétation de celles-ci par les médias, le texte tout entier semble s'inscrire dans une problématique spécifique, celle de l'Église et de ses schismes.

Occulter l'origine de ce texte de la sorte, c'est prendre le risque de ne pas y répondre pour ce qu'il est vraiment. Il ne représente à notre avis que peu du réel support de l'université américaine à son président, George W Bush. Cette lettre est le fait d'une frange marginale de la population des États-Unis qui, bien qu'elle s'en défende, entend transposer ses valeurs spécifiques à l'ensemble de la société américaine. En lançant « Vous êtes avec nous ou contre nous », le président Bush donne à cette attaque contre le terrorisme le goût d'une croisade pourfendant le mal, transformant en une déclaration de guerre tout refus d'adhérer à ces valeurs. La « lettre d'Amérique » soulève le problème de la séparation de l'État et de l'Église. Le *Washington Post* publiait mercredi 20 février un article incriminant le Ministre américain de la Justice, John D. Ashcroft. L'article rapporte les propos d'Ashcroft, qui faisait de la foi en Dieu, le fondement du combat du peuple américain contre le terrorisme. Pour beaucoup, ses propos récents consacrent l'impossibilité du Ministre de la Justice de faire la part des choses entre sa foi et sa fonction. Ainsi, répondre à la « lettre d'Amérique », c'est quelque part apporter de l'eau au moulin de la thèse d'une guerre juste. Il faut donc comprendre cette lettre comme une tentative supplémentaire de faire des États-Unis un état fondé sur des valeurs universelles héritées de la religion. La « lettre d'Amérique » est l'écho du paradoxe d'un pays qui sépare l'Église de l'État dans le premier amendement de sa constitution, et qui fait circuler sur ses billets de banque un message bien différent, « en Dieu nous croyons ».

NOTE IMPORTANTE

Si vous désirez citer ce document, nous vous prions de bien vouloir utiliser la référence complète dans le format suivant :

della Faille, Dimitri. 25 février 2002. « Une odeur de sainteté ». *Chronique de la Chaire MCD*. En ligne. <http://www.chaire-mcd.ca/pdf/chronique/02-02-25_dellafaille.pdf>.

Les idées exprimées dans ce document n'engagent que l'auteur. Elles ne traduisent en aucune manière une position officielle de la Chaire de recherche du Canada en Mondialisation, Citoyenneté et Démocratie.